

Christoforos A. Naltsas, *Ἀνατολική Ρωμυλία. Ἡ κατάληψις αὐτῆς ὑπὸ τῶν Βουλγάρων καὶ ὁ ναυτικὸς ἀποκλεισμὸς τῆς Ἑλλάδος. 1885-1886.* [*Roumélie Orientale. Son occupation par les Bulgares et le blocus maritime de la Grèce. 1885-1886*]. Thessaloniki: Institute for Balkan Studies, No 64, 1963. 278 pp., 1 map.

La Roumélie Orientale est une région, qui s'étend entre les monts Aemus et Rhodope et la Mer Noire. Cette région, qui appartient aujourd'hui à la Bulgarie (il s'agit de la Bulgarie du Sud) appartenait jusqu'à la guerre russo-turque de 1878 à l'empire ottoman et était connue depuis l'antiquité comme Thrace du Nord. Après la guerre russo-turque en question, l'empire ottoman a été contraint par les Russes de signer le traité de San Stefano, en vertu duquel a été créé un État bulgare auquel ont été concédés tous les territoires situés entre le Danube au Nord, la Thessalie et la mer Égée au Sud. Cette Bulgarie comprenait ainsi non seulement la Bulgarie actuelle, mais aussi presque toute la Grèce du Nord actuelle, la Yougoslavie du Sud actuelle et la Turquie européenne actuelle sauf Constantinople. Ce traité, qui a été considéré à l'époque comme une provocation à l'ethnologie et l'histoire, car il créait un grand État (bulgare) aux dépens des autres nationalités, qui formaient la majorité écrasante des habitants, a été révoqué par le Congrès de Berlin de 1878, qui élaborà à sa place le traité de Berlin, en vertu duquel il a été créé une petite principauté bulgare, vassale du sultan et restreinte aux limites naturelles de la nation bulgare, c. à. d. entre l'Aemus et le Danube. Le même Congrès, par le dit traité, créa une province autonome, la Roumélie Orientale, en lui fixant comme capitale Philippopolis (aujourd'hui Plovdiv). En vertu de l'art. 18 de ce traité une commission européenne élaborà le Statut Organique de cette province, qui garantissait l'autonomie complète des communautés hellénique, turque et bulgare qui y habitaient. En effet, ce Statut, dont l'auteur de ce livre expose largement les dispositions (pp. 59 s.), stipulait que les indigènes. Hellènes, Turcs et Bulgares jouiraient non seulement de la liberté individuelle (art. 30 § 1), de l'inviolabilité du domicile (art. 33), de la liberté de la parole, de l'enseignement, de la presse (art. 38, 39 et 40), de l'inviolabilité de la propriété (art. 36), mais aussi, et cela sans distinction de races et de croyances religieuses (art. 24 §§ 1, 2), des mêmes droits (emplois, honneurs et fonctions publics). En plus l'art. 22 du même Statut, réglant l'emploi des langues, stipulait que le grec, le turc et le bulgare seraient employés à égalité par les autorités, aussi bien pour la rédaction des lois, des ordonnances, des circulaires et des publications du secrétaire général et des directeurs généraux de la province autonome, que devant les tribunaux.

La petite principauté bulgare, vassale du sultan, s'est montrée fort peu respectueuse de ce traité de Berlin, qui, pourtant, lui a donné la vie. Ainsi par un coup d'État réalisé en 1885, elle a procédé à l'annexion de cette province en foulant aux pieds le traité mentionné ci-dessus et toutes les garanties que celui-ci avait octroyées aux com-

munautés helléniques et turques. La conclusion à ce coup d'État a été donnée en 1906 époque à laquelle, grâce aux désordres et aux sauvageries, qui ont été organisées dans cette région, d'une manière officielle, par la principauté bulgare, ont été anéanties les communautés helléniques qui y vivaient. C'est ainsi que la Roumélie Orientale a pu devenir bulgare et c'est ainsi que l'Hellénisme, qui formait la majorité des Chrétiens depuis des siècles dans cette région et qui se distingua toujours d'une manière incomparable par sa culture et par son activité scolaire, ecclésiastique et commerciale a été contraint de disparaître de cette région en laissant sur place les trases ineffaçables de sa culture.

C'est justement de cette province malheureuse que l'auteur de ce livre s'occupe. Il n'a pas eu de peine de prouver qu'elle était même à l'époque de l'annexion à la Bulgarie, de prédominance hellénique, car tous les ethnologues, historiens et voyageurs qu'il a abondamment consultés, même ceux qui sont slaves, comme Cvijic et Jireček, sont d'accord pour avouer que le caractère hellénique prédominant de cette province n'était pas discutable et que ce caractère s'avère d'autant plus pur que l'on s'éloigne dans les siècles passés. En effet, pour ne citer que l'historien Serbe Cvijic (*La Péninsule Balkanique*, Paris 1918, p. 156) « avant la formation de l'État bulgare en 1878 les Grecs habitaient en masses compactes la vallée de la Marica (Évros) jusqu'à Adrinople et au delà, ainsi que les coins abrités au Nord des Rhodopes... ils prédominaient aussi sur le littoral pontique du Bosphore jusqu'au delta du Danube. Au cours des trente ou quarante dernières années, la population grecque a émigré ou a été expulsée en masse de la Bulgarie ». Notons aussi que d'après les statistiques turques de l'époque de la création de la province autonome, que l'auteur cite (p. 40), il y avait sur une population de 750.000 habitants, 420.000 Turcs, 230.000 Hellènes et 100.000 autres, dont 60.000 seulement Bulgares. C'est justement cette vérité historique et ethnologique qui a obligé le marquis de Salisbury, représentant de l'Angleterre, à déclarer au Congrès de Berlin que la Roumélie Orientale (et toute la Thrace) était hellénique, comme l'île de Crète, dont personne n'a jamais osé à mettre en doute le caractère hellénique (*Documents diplomatiques français. Affaires d'Orient. Congrès de Berlin 1878. Protocole No 3, séance du 19 Juin 1878, p. 85*).

L'auteur s'occupe plus spécialement des événements qui ont eu lieu en Roumélie Orientale entre 1878 et 1906. D'abord, en guise d'introduction à cette partie, il relate brièvement les émeutes de 1876 en Bosnie et Herzégovine, qui ont conduit à la Conférence de Constantinople au sein de laquelle se sont développés, d'une manière assez claire, les projets de la Russie de créer un grand État slave au centre des Balkans. L'auteur s'occupe ensuite de la guerre russo-turque de 1878, dont la conséquence était le traité de San Stefano, qui réalisa les projets des Russes déjà énoncés. Il passe ensuite aux événements qui ont provoqué la convocation du Congrès de Berlin et il relate l'histoire de ses travaux, qui ont abouti au traité de Berlin, en vertu duquel ont été créées la Principauté bulgare et la province autonome

de la Roumélie Orientale. Il s'occupe ensuite de l'occupation militaire russe de ces régions, ainsi que du patronage politique exercé par les Russes sur elles, et il relate les sauvageries qui ont été commises par les Bulgares pendant cette époque, sous la tolérance favorable des Russes, contre l'élément hellénique et turc de la Roumélie Orientale et qui ont formé le prélude de la politique qui serait suivie ultérieurement par la Bulgarie. Il est à noter que, comme le dit l'auteur (p. 51), les Russes ont nommé dans tous les postes de la hiérarchie politique de la province autonome des Bulgares de sorte que, lors de leur retraite, le pouvoir resta dans leurs mains. Dans de telles conditions la vie de la province autonome ne pourrait être qu'éphémère (v. chap. VII du livre en question). Tout ce qui caractérise cette époque de soi-disant autonomie, c'est la tendance nette du gouverneur de la province (d'origine bulgare) et de l'administration bulgare de changer les données ethnologiques de la province en faveur de la Bulgarie et cela contrairement au Statut Organique, qui garantissait à toutes les nationalités, qui y vivaient, l'autonomie complète. Un point caractéristique de cette tendance, que l'auteur relate (p. 62), est que la lecture des lettres impériales turques qui confirmaient la nomination du gouverneur de la province autonome a été donnée en turc et en bulgare et aucunement en grec, comme disposait le Statut Organique. La protestation relative à ce fait des communautés helléniques, ainsi que leur protestation du fait que l'on ne procédait pas au remplacement de l'administration bulgare, établie par les Russes occupants, conformément au Statut Organique, resta sans réponse.

Devant le danger imminent de l'extermination de l'élément hellénique la Grèce a réagi d'une manière angoissante et elle a entrepris des démarches auprès des puissances, mais, comme l'auteur le relate dans le chap. IX, la tâche n'était pas facile. Car, d'une part elle ne pouvait pas de sa propre force faire front à la situation et d'autre part elle devait apprendre une fois de plus que ce n'est pas la morale qui guide la politique des usurpateurs et des grands.

Dans les chapitres X et XI sont exposés les actes bulgares, qui ont conduit au coup d'État et à l'annexion de la province autonome à la Bulgarie en 1885, ainsi que l'abolition du Statut Organique et de toutes les garanties pour les nationalités qui y découlaient. D'abord il est exposé ce qui se tramait dans les coulisses entre le gouverneur bulgare et les bandes bulgares contre l'autonomie de la province, ainsi que les actes de barbarie commis contre l'élément hellénique de Philipopolis le 23 Avril 1885. Ensuite il est exposé la «révolution bulgare» du 6 Septembre 1885, qui a abouti à l'annexion. Il suffit de lire ce chapitre dans lequel les événements sont exposés à l'aide des documents diplomatiques et des sources historiques, pour comprendre l'étendue du complot bulgare contre les libertés de la province autonome. Grâce à des actes pareils, dont l'histoire bulgare est riche, des nationalités sont privées de leur autonomie et cela contrairement à un traité

international et contrairement au principe des nationalités qui dominait à l'époque.

Comme il est naturel, en Grèce la population se souleva et les gouvernements se sont succédés à cause de l'indignation provoquée par ces tristes nouvelles. Mais même en Occident l'attentat mortel contre l'autonomie de la Roumélie Orientale a causé des réactions vives, car tout le monde s'indigna du fait qu'un petit État vassal dédaignât un traité international. La Turquie menaçait d'intervention militaire, la Russie qui se sentit blessée par ce coup d'État, fait à son insu, provoqua la chute du prince Bandeborg, gouverneur de la Bulgarie, et chef du complot, et la Serbie déclara la guerre à la Bulgarie (v. chap. XII - XIV). Mais à la fin, grâce à l'Angleterre, qui depuis le traité de Berlin avait changé brusquement sa politique en faveur de la Bulgarie pour l'arracher à la tutelle de la Russie (v. chap. VIII du livre en question), et grâce aussi aux autres puissances qui se sont rejouies de la défaite diplomatique de la Russie, les choses se sont passées en silence et pour ménager le sultan, qui se sentit offensé par ce complot, on lui a offert la souveraineté nominale sur la province ex-autonome (v. chap. XV). En ce qui concerne la Grèce, pour apaiser l'indignation qui s'y était développée, on a trouvé un autre moyen beaucoup plus efficace. Il s'agit du blocus maritime qui a été établi pour qu'elle cesse de protester contre l'anéantissement de l'Hellénisme de la Roumélie Orientale.

Pour conclure cette partie l'auteur s'occupe au chapitre dernier de la deshellénisation de la Roumélie Orientale, qui a commencé en 1885 et a été complétée en 1906 au moyen d'agissements, qui ont provoqué l'indignation du monde civilisé.

Le livre en question donne à tous ceux qui veulent étudier l'histoire récente de la péninsule d'Aemus une aide précieuse d'une manière, cela il faut l'avouer, objective. Nous pensons que cet élément sera apprécié à sa juste valeur.

Université de Thessaloniki

CONSTANTIN VAVOUSKOS

*Studia in honorem ducentesimorum anniversariorum Historiae Slavenobulgaricae Paisii scribendae* (MDCCLXII - MCMLXII). Serdicae MCMLXII. (Herausgegeben vom Historischen Institut der Bulgarischen Akademie der Wissenschaften.) 647 S.

Im vergangenen Jahr beging Bulgarien die Zweihundertjahr-Feier der Abfassung der Slawobulgarischen Geschichte durch den Mönch Paisij Hilendarski. Aus diesem Anlass hat die Bulgarische Akademie der Wissenschaften den hier angezeigten, umfangreichen und kostbaren Band herausgegeben, der wertvolle Untersuchungen über Paisij, sein Werk und seine Zeit enthält. Die in diesem Band veröffentlichten, insgesamt 17 Arbeiten lassen sich nach ihrem Inhalt in vier Hauptkategorien einteilen: 1) Studien zur Epoche des Paisij und ihrer sozialen und wirtschaftlichen Verhältnisse, 2) zu den Quellen des